



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN  
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 21 MARS 2018  
GEMEENTERAAD VAN 21 MAART 2018

REGISTRE

REGISTER

**Présents**

**Aanwezig**

Michel Eylenbosch, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;  
Françoise Schepmans, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s/Schepenen* ;  
Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Jamel Azaoum, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Michaël Vossaert, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Lazare Mbulu Azanga, Carine Liekendaël,  
*Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**

**Verontschuldigd**

Patricia Vande Maele, *Échevin(e)/Schepen* ;  
Christian Magérus, Houria Oubéri, Mohammadi Chahid, Badia El Belghiti, Paulette Piquard, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Olivia P'Tito, Dirk Berckmans, Nader Rekik, Tania Dekens, Roland Vandenhove, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:00  
Opening van de zitting om 19:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

21.03.2018/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative aux nuisances sonores rue de Bonne.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation citoyenne relative aux nuisances sonores rue de Bonne.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie betreffende de geluidshinder Bonnestraat.**

De Raad neemt kennis.

*Jamel Azaoum entre en séance / treedt in zitting.*  
*Hassan Rahali entre en séance / treedt in zitting.*

21.03.2018/A/0002 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Interpellation citoyenne - Molenbeek, commune hospitalière.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation citoyenne.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Gemeentelijk secretariaat - Burger interpellatie - Molenbeek, gastvrije gemeente.**

De Raad neemt kennis.

---

21.03.2018/A/0003 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Motion - Molenbeek, commune hospitalière.**

LE CONSEIL,

Considérant que la Belgique est marquée et traversée par l'histoire des migrations. Molenbeek, que compte plus de 140 nationalités, en est une parfaite illustration ;

Considérant que la mobilisation actuelle autour des communes hospitalières a pour objectif de défendre une vision des communes comme véritables terres d'accueil et d'hospitalité, que la peur, le rejet de « l'étranger », et le repli sur soi doivent être repoussés pour laisser pleinement la place à la solidarité, aux rencontres, au partage et à la dignité ;

Considérant que, si les compétences en matière d'entrée, de séjour et d'éloignement des étrangers sont purement fédérales, que l'intégration des personnes étrangères est une compétence régionale et communautaire ; les collectivités locales sont néanmoins un acteur clef de l'accueil, de l'hospitalité et du respect des droits des ressortissants étrangers. Elles peuvent, de manière générale, participer à l'amélioration de l'accueil et du séjour des ressortissants étrangers qui résident légalement sur leur territoire et créer un cadre qui permette de sensibiliser leur population sur les valeurs d'hospitalité et d'altérité qui participent à une meilleure cohésion sociale. Les personnes étrangères doivent pouvoir y jouir des droits qui leur sont donnés et participer pleinement aussi à la vie locale ;

Considérant que les collectivités locales ont une influence importante sur le climat social général et qu'elles peuvent le rendre plus positif encore vis-à-vis des personnes étrangères (notamment en favorisant la rencontre), le Conseil communal a, en sa séance du 21 mars 2018, décidé de préparer une motion «Molenbeek, commune hospitalière»; Considérant que cette décision s'est prise à la suite d'une interpellation citoyenne durant le même Conseil communal ;

Vu les engagements européens et internationaux pris par la Belgique pour le respect des droits fondamentaux des personnes et en particulier des plus vulnérables (Déclaration universelle des droits de l'homme, Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ...)

Vu les engagements pris par la Belgique en matière de protection des réfugiés dans le cadre de la Convention de Genève de 1951 ;

Vu les engagements de la Belgique pris en matière de relocalisation et de réinstallation ;

Vu l'article 23 de la Constitution belge garantissant à chacun le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine et de jouir de droits économiques, sociaux et culturels ;

Considérant, que dans un souci pédagogique, il convient de préciser certaines définitions dont :

-Demandeur d'asile : personne en cours de procédure d'asile ;

-Réfugié : personne qui a fui son pays d'origine et qui a obtenu une protection internationale, y compris les personnes bénéficiant d'une protection subsidiaire ;

-Personne en situation illégale : personne qui n'a pas ou plus de titre de séjour valable en Belgique ;

-"Ressortissant étranger" ou "personne d'origine étrangère" : personne qui jouit d'un droit de séjour ;

Considérant qu'il convient également de préciser que la loi ne confère aucun pouvoir aux Bourgmestres en matière d'arrestation et d'expulsion de personnes en situation illégale ;

Considérant que l'Europe et le monde traversent une période où les migrants sont de plus en plus considérés comme des menaces pour nos sociétés ;

Considérant la multiplication des crises et la prolongation des conflits amenant des femmes, des hommes et des enfants à prendre des routes migratoires de plus en plus dangereuses, parfois au péril de leurs vies ;

Considérant que les migrations ont forgé le monde et continueront de le faire, qu'elles soient choisies ou forcées - ou comme c'est souvent le cas - un peu des deux, que les migrations peuvent constituer une chance et un potentiel pour nos sociétés pour peu qu'une politique active d'accueil soit mise en place ;

Considérant que l'institution communale est le premier échelon vers lequel les citoyens se tournent, que la confiance dans les pouvoirs publics est fondamentale pour le vivre ensemble et le respect des valeurs et des règles de la vie commune ;

Considérant que les communes – certes avec des moyens souvent limités– peuvent permettre aux ressortissants étrangers d'être mieux accueillis et soutenus, quand leur statut le permet ;

Considérant qu'un accueil de qualité peut faire la différence dans le parcours d'intégration des primo-arrivants en leur donnant toutes les chances et leur permettant de faire partie intégrante de la vie locale ;

Considérant la note d'orientation politique dont un chapitre est consacré à renforcer la cohésion sociale et l'égalité des chances, avec, notamment la création de l'asbl VIA :

Bureau d'accueil pour primo-arrivants (BAPA) et la continuité du travail du Service d'aide aux molenbeekoïses primo-arrivants (SAMP) ;

Considérant la motion de soutien relative aux sans-papiers votée par le Conseil communal le 28/09/2016 ;

Considérant la motion rejetant le Projet de loi fédéral autorisant les visites domiciliaires, votée par le Conseil communal le 21/02/2018 ;

Considérant la déclaration du Conseil communal du 21/06/2017 apportant son soutien à une jeune molenbeekoïse afin qu'elle puisse terminer sa scolarité et séjourner en Belgique ;

DECIDE :

Article 1. Adopte le texte repris ci-après de la motion visant à déclarer Molenbeek Commune Hospitalière.

Article 2. Prend la résolution ferme de respecter les droits fondamentaux des ressortissants étrangers présents sur son territoire.

Article 3. S'engage à des actions concrètes visant à :

#### 1. SENSIBILISER LA POPULATION SUR LES MIGRATIONS ET L'ACCUEIL

En poursuivant les actions basées sur le vivre ensemble et les valeurs communes d'égalité et de tolérance, en particulier dans les écoles et organisations communales mais aussi au travers de l'organisation d'événements fédérateurs;

En continuant à développer une politique de dialogue et de diversité interculturels et à encourager les initiatives citoyennes et associatives qui participent au vivre ensemble ;

En continuant à organiser et soutenir des rencontres interculturelles et de moments visant à la déconstruction des préjugés à l'attention de tous les résidents de la commune (Belges, Européens, étrangers avec ou sans papiers) ;

En continuant à promouvoir dans les centres culturels et les écoles la richesse de la diversité culturelle ;

En continuant à informer les entreprises locales sur les droits des migrants et leur accès au marché du travail (en collaboration avec les associations SAMPA et VIA et BON);

En continuant à sensibiliser les propriétaires des biens immobiliers au respect de la législation en matière de discrimination au logement ;

#### 2. AMÉLIORER L'ACCUEIL ET LE SÉJOUR DES MIGRANTS, DANS LE RESPECT DES DROITS HUMAINS

##### 2.1 UN ACCUEIL ADMINISTRATIF DE QUALITÉ DES ÉTRANGERS RÉSIDANT DANS LA COMMUNE ET DES NOUVEAUX ARRIVANTS

Fournir un accueil administratif et une information de qualité aux ressortissants étrangers résidant dans la commune et aux nouveaux arrivants ;

Permettre aux usagers de continuer à effectuer leurs démarches dans un climat de confiance et de sérénité ;

Continuer à veiller au respect des délais légaux des procédures, du principe des droit de la défense, veiller à donner une information complémentaire sur leurs droits et devoirs et à assurer autant que possible un accompagnement des citoyens dans leurs démarches ;

Continuer la diffusion d'une information utile à toute personne étrangère fraîchement arrivée sur le territoire communal, via notamment, le SAMPA, VIA, BON ou encore les soirées d'accueil des nouveaux habitants indifféremment de leurs nationalités ;

Poursuivre le travail mené par la commune, le CPAS et l'ensemble des organisations précitées, les actions et synergies qui en découlent ;

Organiser une campagne d'information complète, ciblée et régulière des habitants qui rentrent dans les critères prévus par la loi pour participer aux élections communales, de manière à augmenter la participation des habitants européens et non européens à l'exercice de la démocratie locale ;

Maintenir la cohésion des différents services communaux et associatifs et encore améliorer la communication et l'orientation des usagers des différents services ;

Continuer à communiquer une information correcte sur les procédures de séjour, de mariage/cohabitation légale, d'accès à la nationalité, des droits d'accès aux soins de santé (carte médicale, AMU,...) et s'assurer que les étrangers en comprennent les procédures ;

Continuer à communiquer une information correcte sur les services existants au sein de la commune ;

Maintenir à jour de la liste de tous les services existants et la mettre régulièrement à disposition des usagers (SAMPA, BON, VIA, LES, Solidarité Savoir, associations

d'interprétariat social, CPAS, services communaux,...) ;

## 2.2 LE SOUTIEN À L'INTÉGRATION DES MIGRANTS

Maintenir l'orientation régulière vers les cours de FLE (Français Langue Etrangère) et/ou le néerlandais, contribuant fortement à l'intégration sur le territoire ;

Soutenir l'intégration socio-professionnelle des migrants via les organismes communaux compétents (missions locales, bureaux d'aide aux entrepreneurs) et orienter vers les organismes régionaux compétents (VDAB, Actiris, FOREM et guichets entreprise) ;

Rester ouvert à la possibilité de développer des initiatives locales d'accueil (ILA) ;

Donner une information complète sur les parcours d'intégration ;

Soutenir des initiatives d'accès au logement digne, et utiliser le droit de réquisition ou de gestion publique lorsque cela s'avère pertinent et possible ;

Assurer les mêmes droits aux primo-arrivants en séjour légal et aux réfugiés qu'au reste de la population molenbeekoise ;

## 2.3 L'ACCUEIL SPÉCIFIQUE DES DEMANDEURS D'ASILE ET DES RÉFUGIÉS

Continuer à favoriser les rencontres entre les habitants ;

Avoir attention spécifique pour les MENA (mineurs étrangers non accompagnés) en assurant un suivi approprié ;

Informers la population locale de la possibilité de devenir tuteur pour les MENA ;

Favoriser l'intégration scolaire des enfants réfugiés et des MENA ;

Pour les personnes en situation de séjour illégal :

- Délivrer les informations utiles concernant les organismes auxquels elles doivent s'adresser au niveau fédéral ;
- Poursuivre la diffusion de ces informations également par un accès direct via internet ;
- Continuer d'assurer l'accès à l'aide médicale urgente ;
- Respecter leurs droits fondamentaux ;
- Soutenir les démarches nécessaires pour permettre un droit au séjour jusqu'à la fin de la scolarité ;
- Continuer à s'assurer que les motifs de convocation sont bien repris dans les convocations envoyées ;

## 3. MONTRER SA SOLIDARITÉ ENVERS LES COMMUNES EUROPÉENNES ET LES PAYS CONFRONTÉS À UN ACCUEIL DE NOMBREUX MIGRANTS

Ces engagements permettent aux communes de se positionner en faveur d'une politique migratoire plus juste :

- La commune se déclare solidaire des communes européennes et des pays voisins des crises confrontées à un accueil important sur leur territoire de demandeurs d'asile et de réfugiés que ce soit en Italie, en Grèce mais aussi au Liban et qui tentent de faire face avec dignité et respect des personnes ;
- La commune réitère son engagement pour une politique migratoire belge digne et respectueuse des personnes en assurant les droits fondamentaux des migrants.

Article 4. Refuse tout repli sur soi, amalgames et propos discriminatoires.

Article 5. Marque sa ferme opposition à toute forme de politiques migratoires qui n'observeraient pas scrupuleusement la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

Article 6. Marque sa ferme opposition à toute forme de politiques migratoires qui entraîneraient des violences telles qu'on peut le voir en Europe et ailleurs dans le monde.

Article 7. Pour l'ensemble de ces raisons, déclare Molenbeek-Saint-Jean Commune Solidaire et Hospitalière.

Monsieur Ikazban propose le report du point : refusé par 21 votes négatifs, 7 votes positifs et 2 abstentions, Monsieur Vossaert n'ayant pas participé à ce vote.  
Les douze amendements déposés par Monsieur De Block sont refusés par 19 votes négatifs, 7 votes positifs et 4 abstentions, Monsieur Vossaert n'ayant pas participé à ce vote.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 23 votes positifs, 8 votes négatifs.

---

### **Departement Algemene diensten en Demografie**

#### **Gemeentelijk secretariaat - Motie - Molenbeek, gastvrij gemeente.**

Mijnheer Ikazban stelt het uitstel van het punt: geweigerd door 21 negatieve stemmen, 7 positieve stemmen en 2 onthoudingen, Mijnheer Vossaert heeft niet deelgenomen aan deze stemming.

De twaalf amendementen ingediend door Mijnheer De Block worden geweigerd door 19 negatieve stemmen, 7 positieve stemmen en 4 onthoudingen, Mijnheer Vossaert heeft niet deelgenomen aan deze stemming.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 23 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

---

21.03.2018/A/0004 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat - CITIDEV BRUSSELS - Démission d'un mandataire politique et désignation d'un représentant de la commune au sein du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 24 septembre 2013 par laquelle il désigne Monsieur Jan GYPERS, Echevin appartenant au groupe linguistique néerlandais, en qualité de représentant de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale de la SDRB (Citydev Brussels), rue Gabrielle Petit 6 à 1080 Bruxelles ;

Vu le courriel du 28 février 2018 dans lequel Monsieur Jan GYPERS, Echevin, remet sa démission en qualité de membre du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale de Citydev Brussels (SDRB - GOMB);

DECIDE :

Article 1 :

De prendre acte de la démission de Monsieur Jan GYPERS, Echevin, en qualité de membre du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale de Citydev Brussels (SDRB – GOMB), rue Gabrielle Petit 6 à 1080 Bruxelles ;

Article 2 :

De désigner Monsieur Ibrahim EL OUKILI, sis rue de Carpe 40 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean en qualité de membre du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale de Citydev Brussels (SDRB – GOMB), rue Gabrielle Petit 6 à 1080 Bruxelles

en remplacement de Monsieur Jan GYPERS, Echevin ;

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 29 votes positifs, 2 abstentions.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**

**Secretariaat - CITYDEV BRUSSELS - Ontslag van een politiek mandataris en aanduiding van een vertegenwoordiger van de gemeente bij de Raad van Bestuur en de Algemene Vergadering.**

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad op datum van 24 september 2013 waarbij Mijnheer Jan GYPERS, Schepen en behorende tot de Nederlandse taalgroep, wordt aangesteld in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de Raad van Bestuur en de Algemene Vergadering van de GOMB (Citydev Brussels), Gabrielle Petitstraat 6 te 1080 Brussel ;

Gezien het schrijven op datum van 28 februari 2018 waarin Mijnheer Jan GYPERS, Schepen, zijn ontslag indient in de hoedanigheid van lid van de Raad van Bestuur en van de Algemene Vergadering bij Citydev Brussels (GOMB – SDRB) ;

BESLUIT :

Artikel 1:

Akte te nemen van het ontslag van Mijnheer Jan GYPERS, Schepen, in de hoedanigheid van lid van de Raad van Bestuur en van de Algemene Vergadering van Citydev Brussels (GOMB – SDRB), Gabrielle Petitstraat 6 te 1080 Brussel ;

Artikel 2:

Mijnheer Ibrahim EL OUAKILI, wonende in de Karperstraat 40 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek aan te stellen in de hoedanigheid van lid van de Raad van Bestuur en van de Algemene Vergadering van Citydev Brussels (SDRB – GOMB), Gabrielle Petitstraat 6 te 1080 Brussel ter vervanging van Mijnheer Jan GYPERS, Schepen.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 29 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

*Lhoucine Aït Jeddig quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

21.03.2018/A/0005 **Prévention et Vie Sociale**

**Service Prévention - Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention - Proposition pour le cycle 2018-2019.**

LE CONSEIL,

Considérant l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant l'Arrêté Royale du 25 décembre 2017 relatif à la prolongation 2018-2019 des Plans stratégiques de sécurité et de prévention 2014-2017 ;

Considérant l'Arrête Ministériel du 27 décembre 2017 déterminant les modalités

d'introduction, de suivi, d'évaluation et déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière relatives aux plans stratégiques 2018-2019 ;  
Considérant le Plan stratégique de Sécurité et de Prévention 2014-2018 ;  
Considérant qu'il n'y a pas lieu de modifier les phénomènes ciblés par le Plan ;  
Considérant que plusieurs modifications de résultats sont proposées afin de faire correspondre le Plan avec la réalité de terrain ;  
Considérant la proposition de Plan en annexe ;

DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> :

D'approuver la proposition de Plan stratégique pour la période 2018-2019

Article 2 :

De soumettre cette proposition à l'approbation du Ministre de l'Intérieur

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 29 votes positifs, 1 abstention.

---

### **Preventie en Sociale Leven**

#### **Preventie Dienst - Strategische veiligheids- en preventie plan - Voorstel voor de cyclus 2018-2019.**

DE RAAD,

Overwegende artikel 117 van de Nieuwe Gemeente Wet ;

Overwegende Koninklijk besluit van 25 december 2017 betreffende de verlenging 2018–2019 van de strategische veiligheids-en preventieplannen 2014–2017 ;

Overwegende Ministerieel besluit van 27 december 2017 tot bepaling van de indienings-, opvolgings- en evaluatievoorwaarden en tot bepaling van de toekennings-, aanwendings- en controle voorwaarden van de financiële toelage van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2018-2019 ;

Overwegende het strategische veiligheids- en preventie Plan 2014-2017 ;

Overwegende dat van gerichte fenomenen veranderen niet nodig is ;

Overwegende dat verschillende veranderingen van resultaten voorgesteld zijn om het Plan in met de werkelijkheid in overeenstemming te brengen ;

Overwegende het planvoorstel in bijlage ;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het voorstel van strategisch plan voor cyclus 2018-2019 goed te keuren

Artikel 2 :

Dit voorstel bij de goedkeuring van Minister van Binnenlandse Zaken in te dienen

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 29 positieve stemmen, 1 onthouding.



## Enseignement francophone - Approbation du projet d'établissement de l'école n°14.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le projet éducatif et pédagogique du Pouvoir organisateur de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que l'article 67 § 1er du Décret du 24 juillet 1997 précité dispose que :

*« Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires visés à l'article 69, § 2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.*

*Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte :*

*1° des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et savoirs;*

*2° des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie professionnelle et de poursuite des études;*

*3° de l'environnement social, culturel et économique de l'école;*

*4° de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée.*

*Lorsqu'il s'agit d'un établissement d'enseignement ordinaire, le projet d'établissement fixe les choix pédagogiques et les actions prioritaires mises en œuvre pour favoriser l'intégration des élèves à besoins spécifiques, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.*

*Le projet d'établissement est un outil pour atteindre les objectifs généraux et les objectifs particuliers du décret ainsi que les compétences et savoirs requis.*

*Dans l'enseignement fondamental, le projet d'établissement établit la manière selon laquelle est favorisée la communication entre l'élève, les personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire et le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical. [...] » ;*

Vu la circulaire n°6268 du 30 juin 2017 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2017-2018 ;

Considérant que la circulaire précitée dispose que *« dans le respect des objectifs du Décret-Missions, chaque pouvoir organisateur définit son projet éducatif et son projet pédagogique. Chaque école élabore quant à elle son projet d'établissement » ;*

Considérant que ce nouveau projet est l'aboutissement d'une démarche participative impliquant les différents intervenants de l'école ;

Considérant que le nouveau projet d'établissement a été soumis à l'approbation du Conseil de participation de l'Ecole n°14 en sa séance du 28 novembre 2017;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le nouveau projet d'établissement de l'Ecole fondamentale francophone n°14 – La Flûte Enchantée.

Article 2 :

De joindre un exemplaire de ce projet à la présente.

Monsieur De Block dépose un amendement, puis le retire après discussion.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**  
**Franstalig onderwijs - Goedkeuring van de schoolprojecten nr. 14.**

Mijnheer De Block legt een amendement neer en trekt het terug in na overleg.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

21.03.2018/A/0007 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Enseignement francophone - Approbation du projet d'établissement de l'école n°17.**

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le projet éducatif et pédagogique du Pouvoir organisateur de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que l'article 67 § 1er du Décret du 24 juillet 1997 précité dispose que :

« *Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires visés à l'article 69, § 2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.*

*Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte :*

*1° des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et savoirs;*

*2° des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie professionnelle et de poursuite des études;*

*3° de l'environnement social, culturel et économique de l'école;*

*4° de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée.*

*Lorsqu'il s'agit d'un établissement d'enseignement ordinaire, le projet d'établissement fixe les choix pédagogiques et les actions prioritaires mises en œuvre pour favoriser l'intégration des élèves à besoins spécifiques, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.*

*Le projet d'établissement est un outil pour atteindre les objectifs généraux et les objectifs particuliers du décret ainsi que les compétences et savoirs requis.*

*Dans l'enseignement fondamental, le projet d'établissement établit la manière selon laquelle est favorisée la communication entre l'élève, les personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire et le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical. [...] » ;*

Vu la circulaire n°6268 du 30 juin 2017 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2017-2018 ;

Considérant que la circulaire précitée dispose que « *dans le respect des objectifs du Décret-Missions, chaque pouvoir organisateur définit son projet éducatif et son projet pédagogique. Chaque école élabore quant à elle son projet d'établissement* » ;

Considérant que ce nouveau projet est l'aboutissement d'une démarche participative impliquant les différents intervenants de l'école ;

Considérant que les addendas 2013-2014 et 2014-2015 ont été approuvés par le Conseil de Participation de l'école n° 17 en sa séance du 17 novembre 2014 ; que les addendas 2015-2016 et 2016-2017 ont été approuvés par le Conseil de Participation de l'école n°17 en sa séance du 15 mai 2017.

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le nouveau projet d'établissement de l'Ecole fondamentale francophone n°17 – Les Tamaris, avec ses nouveaux addendas approuvés en Conseil de Participation de l'école, en ses séances du 17 novembre 2014 et du 15 mai 2017.

Article 2 :

De joindre un exemplaire de ce projet d'établissement et de ses addendas à la présente.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**

**Franstalig onderwijs - Goedkeuring van het schoolproject school nr. 17.**

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

21.03.2018/A/0008 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Sport - Chèques sport et culture visant à favoriser l'accès au sport et à la culture pour les jeunes molenbeekoïses âgés de 3 à 18 ans inclus - Approbation du règlement.**

Le point est retiré de l'ordre du jour.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**

**Sport - Cheques sport en cultuur ten behoeve van de toegang tot de sport en de cultuur voor de molenbeekse jongeren van 3 tot 18 jaar - Goedkeuring van het**

## **reglement.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

---

21.03.2018/A/0009 **Département Finances**

### **Economat - Location et entretien des vêtements de travail pour le service de la Propreté publique - Approbation des conditions et du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 144.000,00 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 1° ;

Considérant le cahier des charges N° 2018/776 relatif au marché "Location et entretien des vêtements de travail pour le service de la Propreté publique" établi par le service de l'Economat ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 59.504,13 EUR hors TVA ou 72.000,00 EUR, 21% TVA comprise ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 3 ans ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2018, article 8750/124/05 et sera inscrit au budget des exercices suivants ;

Sur proposition du Collège échevinal du 12 mars 2018;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver le cahier des charges N° 2018/776 et le montant estimé du marché "Location et entretien des vêtements de travail pour le service de la Propreté publique", établis par le service de l'Economat. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 59.504,13 EUR hors TVA ou 72.000,00 EUR, 21% TVA comprise pour une durée de 3 ans.

Article 2 :

De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3 :

Que la dépense est prévue sur les crédits inscrits au budget ordinaire de l'exercice

2018, article 8750/124/05 et au budget des exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

---

## **Departement Financiën**

### **Economaat - Huur en herstelling van de werkkledij voor de Openbare reinheid - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a (limiet van 144.000,00 EUR excl. btw niet bereikt);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 1°;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Huur en herstelling van de werkkledij voor de Openbare reinheid” een bestek met nr. 2018/776 werd opgesteld door de dienst Economaat;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 59.504,13 EUR excl. btw of 72.000,00 EUR incl. 21% btw;

Overwegende dat de opdracht zal worden afgesloten voor een duur van 3 jaar;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2018, op artikel 8750/124/05 van de gewone dienst en zal voorzien worden in het budget van de volgende jaren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 maart 2018;

**BESLIST :**

Artikel 1 :

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2018/776 en de raming voor de opdracht “Huur en herstelling van de werkkledij voor de Openbare reinheid”, opgesteld door de dienst Economaat. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 59.504,13 EUR excl. btw of 72.000,00 EUR incl. 21% btw. Voor een duur van 3 jaar.

Artikel 2 :

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3 :

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2018, op artikel 8750/124/05 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.

De Raad keurt het punt goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

21.03.2018/A/0010 **Département Services généraux et Démographie**  
**Informatique - Approbation du cahier spécial relatif à l'externalisation de l'infrastructure serveurs, stockage des données, backup et services pour le système informatique.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;  
Vu la loi sur les marchés publics du 17 juin 2016 et plus particulièrement son article 20 relatif aux marchés mixtes portant à la fois sur des services et sur des fournitures ou les marchés mixtes portant à la fois sur des services sociaux et autres services spécifiques et sur d'autres services;  
Considérant qu'afin de garantir le bon fonctionnement de son réseau informatique, l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean souhaite externaliser ses serveurs et le stockage de ses données informatiques ;  
Considérant qu'un projet de cahier des charges a été établi en ce sens et est annexé à la présente délibération dont il fera partie intégrante ;  
Considérant que le marché court à partir de la notification de la décision d'attribution jusqu'au 31 décembre 2018;  
Considérant que la dépense est estimée à 200.000 euros;  
Considérant qu'il y a donc lieu d'inviter des professionnels en la matière pour qu'ils remettent leurs offres ;  
Considérant que les crédits sont prévus à l'article budgétaire 1390/123/13 Frais de gestion de l'informatique du budget ordinaire de l'exercice 2018 ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 12 mars 2018 ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le cahier spécial des charges ayant comme objet l'externalisation de l'infrastructure serveurs, stockage des données, back up et services pour le système informatique et de procéder au lancement du marché public y relatif via la procédure négociée sans publication préalable.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services suivants :  
B19 (MP - 2018 - 002), B6,

Le Conseil approuve le point.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Informatica - Goedkeuring van het bijzonder bestek betreffende de uitbesteding van de infrastructuur servers, opslag van gegevens, back-up en diensten voor het informaticasysteem.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet op overheidsopdrachten van 17 juni 2016 en meer bepaald artikel 20 betreffende de gemengde overheidsopdrachten met tegelijkertijd betrekking op diensten en leveringen of de gemengde opdrachten betreffende tegelijkertijd sociale diensten en andere specifieke diensten en op andere diensten;

Overwegende dat teneinde de goede werking van zijn informaticanetwerk te garanderen, het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek zijn servers en de opslag van zijn databank wenst uit te besteden;

Overwegende dat een ontwerp van bestek hiervoor werd opgesteld en bijgevoegd is aan deze beraadslaging waarvan hij integraal deel uitmaakt;

Overwegende dat de opdracht begint te lopen vanaf de bekendmaking van de beslissing tot toekenning tot 31 december 2018;

Overwegende dat de uitgave geraamd wordt op 200.000 EUR;

Overwegende dus dat er moet overgegaan worden tot het uitnodigen van professionelen in deze materie zodat ze hun offertes indienen;

Overwegende dat de kredieten voorzien zijn op het begrotingsartikel 1390/123/13 (kosten voor informaticabeheer) van de gewone begroting van het dienstjaar 2018;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 12 maart 2018;

BESLIST :

Enig artikel :

Het bestek goed te keuren met als onderwerp de uitbesteding van de infrastructuur van de servers, opslag van de gegevens, back-up en diensten voor het informaticasysteem en over te gaan tot de lancering van de desbetreffende overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Deze beraadslaging moet aan volgende diensten worden overgemaakt: B19 (MP - 2018 - 002), B6.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

21.03.2018/A/0011 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**  
**Urbanisme - pl/cdc - Dénomination de l'espace délimité par l'angle formé par le**  
**boulevard E. Machtens et l'avenue De Roovere (côté logements) en "l'espace**  
**Loubna Lafquiri".**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Considérant que dans le cadre des commémorations des attentats du 22 mars 2016, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean souhaite apporter son soutien aux proches des victimes notamment en honorant une des personnes décédées qui habitaient sur le territoire de notre Commune;

Considérant que Madame Loubna Lafquiri a perdu la vie dans l'explosion du métro à la station Maelbeek de Bruxelles; que cette Molenbeekoise de 34 ans, était professeure de sport et mère de trois enfants;

Considérant que selon ses proches, Loubna Lafquiri respirait la joie de vivre et tentait par le biais du sport d'intégrer les personnes de sa communauté;

Considérant que la commune de Molenbeek souhaite honorer les qualités humaines et l'avenir brisé de cette jeune femme, épouse et mère; que la commune estime que la meilleure manière de lutter contre ces souvenirs douloureux et de soutenir les familles des victimes dans leur lent chemin de deuil est l'optimisme par la mise en valeur de telles qualités humaines et de la beauté d'une vie;

Considérant que la commune de Molenbeek porte son choix sur Madame Loubna Lafquiri, pour les raisons énoncées ci-dessus, pour commémorer les attentats du 22 mars; que pour ce faire, la commune désigne l'espace délimité par l'angle formé par le boulevard E. Machtens et l'avenue De Roovere (côté logements) en tant que "l'espace Loubna Lafquiri";

Considérant que le projet ne nécessite pas la procédure de consultation des autres communes bruxelloises et de la Commission Royale de Toponymie et de Dialectologie du fait qu'aucune adresse officielle n'y sera attribuée;

DECIDE :

Article 1 :

D'attribuer la dénomination "Espace Loubna Lafquiri" à l'espace délimité par l'angle formé par le boulevard E. Machtens et l'avenue De Roovere (côté logements);

Article 2 :

De charger les services concernés de commander le matériel signalétique nécessaire.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer**  
**Stedenbouw - pl/cdc - Benaming van de afgebakende ruimte door de hoek gevormd door E. Machtenslaan en De Rooverelaan (kant woningen) als de "ruimte Loubna Lafquiri".**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat in het kader van de herdenkingen van de aanslagen van 22 maart 2016, de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek de naasten van de slachtoffers wenst te steunen, voornamelijk via de verering van één van de overleden personen die op het grondgebied van onze Gemeente woonde;

Overwegende dat Mevrouw Loubna Lafquiri overleed bij de ontploffing van de metro in het Maalbeekstation in Brussel; dat deze Molenbeekse vrouw van 34 jaar, turnlerares en moeder van drie kinderen was;

Overwegende dat Loubna Lafquiri, volgens haar naasten, levensvreugde uitstraalde en via sport de mensen uit haar gemeenschap wilde integreren;

Overwegende dat de gemeente Molenbeek de menselijke kwaliteiten en de gebroken toekomst van deze jonge vrouw, echtgenote en moeder wenst te vereren;



dat de gemeente meent dat de beste manier om te strijden tegen de pijnlijke herinneringen en om de families van de slachtoffers te steunen in hun trage weg van rouw, is om optimistisch te blijven en de menselijke kwaliteiten en de schoonheid van een leven in de verf te zetten;

Overwegende dat de gemeente Molenbeek voor Mevrouw Loubna Lafquiri kiest, omwille van de hierboven aangehaalde redenen, voor de herdenking van de aanslagen van 22 maart; dat de gemeente hiervoor de afgebakende ruimte door de hoek gevormd door E. Machtenslaan en De Rooverelaan (kant woningen) aanwijst als de “ruimte Loubna Lafquiri”;

Overwegende dat dit project geen consultatieprocedure nodig heeft met de andere Brusselse gemeenten en de Koninklijke Commissie voor Toponymie en Dialectologie, aangezien er geen officieel adres zal toegekend worden;

BESLIST :

Artikel 1 :

De benaming “ruimte Loubna Lafquiri” toe te wijzen aan de afgebakende ruimte door de hoek gevormd door E. Machtenslaan en De Rooverelaan (kant woningen);

Artikel 2 :

De betrokken diensten te belasten met de bestelling van het benodigde signalisatiemateriaal.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

21.03.2018/A/0012 **Département Développement Durable et Espaces Publics**  
**Mobilité - Parking Brunfaut - Règlement-redevance relatif au stationnement dans le parking Brunfaut - Modification.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117;

Vu le règlement-redevance relatif au stationnement dans le parking Brunfaut;

Considérant que dès le 1<sup>er</sup> avril 2018, le personnel de l'Administration communale et du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean ne pourra plus bénéficier d'une carte de stationnement pour entreprises au tarif de 80,00€;

Considérant qu'en compensation, un abonnement au parking Brunfaut au tarif de 20,00€ par mois, valable du lundi au vendredi, de 6h00 à 19h00, peut leur être proposé;

Considérant que le parking Brunfaut affiche en général un taux d'occupation inférieur à 40%, à l'exception du jeudi et du dimanche;

Considérant qu'une modification de l'article 7 du règlement-redevance est nécessaire afin d'intégrer ce nouveau type d'abonnement;

Considérant que ce nouvel abonnement n'existera que tant que le parking Brunfaut est géré par la Commune ;

DECIDE :

Article unique:

De modifier l'article 7 du règlement-redevance relatif au stationnement dans le parking Brunfaut en y ajoutant l'alinéa suivant:

Le personnel de l'Administration communale et du Centre public d'action sociale de Molenbeek-Saint-Jean désirant s'acquitter de la redevance sur le stationnement d'un véhicule à moteur dans le parking Brunfaut peut se procurer:

-une carte au prix de 20,00€ par mois, valable du lundi au vendredi, de 6 à 19 heures.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte**  
**Mobiliteit - Brunfautparking - Retributiereglement betreffende het parkeren in de Brunfautparking - Wijziging.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op artikel 117;

Gelet op het Retributiereglement betreffende het parkeren in de Brunfautparking;

Overwegende dat vanaf 1 april 2018, het personeel van het Gemeentebestuur en het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek niet langer kunnen profiteren van een parkeerkaart voor bedrijven tegen een tarief van 80,00€;

Overwegende dat ter compensatie een abonnement op de Brunfautparking kan worden voorgesteld, aan een tarief van 20,00€ per maand, geldig van maandag tot vrijdag, van 6u tot 19u;

Overwegende dat de Brunfautparking over het algemeen een bezettingsgraad van minder dan 40% vertoont, met uitzondering van donderdag en zondag;

Overwegende dat een wijziging van artikel 7 van het retributiereglement noodzakelijk is om dit nieuwe type abonnement te integreren;

Overwegende dat dit nieuwe abonnement alleen zal bestaan zolang de Brunfautparking door de Gemeente wordt beheerd;

**BESLUIT:**

Enig artikel:

Artikel 7 van het retributiereglement betreffende het parkeren in de Brunfautparking te wijzigen door de volgende lid toe te voegen:

Het personeel van het Gemeentebestuur en het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek die de vergoedingen op het parkeren van een motorvoertuig in de Brunfautparking wenst te betalen, kan zich aanschaffen:

-een kaart aan de prijs van 20,00€ per maand, geldig van maandag tot vrijdag, van 6u tot 19u.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

**Ouest - Projet BELIRIS (Opération T10/a/b/d/e) - Occupation temporaire du pavillon dans le parc Menin - Etangs Noirs par l'asbl CocoriCO.**

LE CONSEIL,

Considérant que le pavillon sis rue des Étangs Noirs 76 à Molenbeek-Saint-Jean a fait l'objet d'une rénovation en espace collectif dans le cadre du Contrat de quartier Rives Ouest – Projet Beliris;

Considérant qu'initialement, ce bâtiment était destiné au secteur associatif;

Vu la délibération en date du 25 septembre 2017 décidant de modifier l'affectation du bâtiment initialement prévu pour la création d'un espace collectif local en habitation unifamiliale destinée à devenir le logement de fonction d'un concierge-gardien;

Vu la durée des travaux en vue du changement d'affectation;

Considérant que l'asbl CocoriCO a sollicité l'occupation du 1er étage du bâtiment, et ceci dans le but de permettre l'inclusion, la valorisation et l'autonomisation du chercheur d'emploi par le biais du groupe ;

Considérant que le bien donné en occupation précaire sera occupé par l'asbl en vue d'y ouvrir un espace de co-searching;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation à titre gratuit, avec la prise en charge des consommations d'eau et d'énergies par l'asbl, entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl CocoriCO, et ce pour une période allant de la signature de la convention jusqu'au début des travaux en vue du changement d'affectation;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires Juridiques;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation par l'asbl CocoriCO du 1<sup>er</sup> étage du pavillon sis parc Menin – Etangs Noirs, pour une période allant de la signature de la convention jusqu'au début des travaux en vue du changement d'affectation;

Article 2 :

D'approuver la gratuité de l'occupation et la prise en charge par l'asbl CocoriCO des consommations d'eau et d'énergies;

Article 3 :

De ne supporter aucune responsabilité en cas de perte ou de vol de matériel.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract West Oevers - Tijdelijk gebruik van het paviljoen gelegen in het park Menen - Zwarte Vijvers door de vzw CocoriCO.**

DE RAAD,

Overwegende dat het paviljoen gelegen te Zwarte Vijversstraat 76 in Sint-Jans-Molenbeek gerenoveerd werd tot een collectieve ruimte in het kader van het wijkcontract Westoevers – Beliris project;

Overwegende dat dit gebouw aanvankelijk bestemd was voor de associatieve sector;  
Gezien de beraadslaging van 25 september 2017 waar beslist werd de oorspronkelijke bestemming van dit gebouw, nl. de creatie van een plaatselijke collectieve ruimte, te wijzigen in een éénsgezinswoning, met als bestemming een functiewoning voor een conciërge-bewaker;

Gelet op de duur van de werken met het oog op de bestemmingswijziging ;

Overwegende dat de vzw CocoriCO een aanvraag heeft ingediend voor het gebruik van de eerste verdieping van het gebouw, en dit met het doel om de inclusie, de valorisatie en de autonomie van de werkzoekende toe te laten via de groep ;

Overwegende dat het in tijdelijk gebruik gegeven vastgoed zal gebruikt worden door de vzw om er een ruimte voor co-searching te openen;

Overwegende dat er dus moet overgegaan worden tot het afsluiten van een gebruiksovereenkomst, ten kosteloze titel, met de tenlasteneming van het energie- en waterverbruik door de vzw, tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw CocoriCO voor een periode gaande van de ondertekening van de overeenkomst tot het begin van de werken met het oog op de bestemmingswijziging;

Overwegende dat deze overeenkomst voorgelegd werd aan de dienst Juridische Zaken;  
Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLIST:**

Artikel 1:

Het ontwerp van de gebruiksovereenkomst door de vzw CocoriCO van de eerste verdieping van het paviljoen gelegen in het park Menen - Zwarte Vijvers goed te keuren, voor een periode gaande van de ondertekening van de overeenkomst tot het begin van de werken met het oog op de bestemmingswijziging ;

Artikel 2:

Het gratis karakter van het gebruik en de tenlasteneming door de vzw CocoriCO van het water- en energieverbruik goed te keuren ;

Artikel 3:

Geen enkele verantwoordelijkheid te dragen in geval van verlies of diefstal van materiaal.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

21.03.2018/A/0014 **Département Infrastructures et Développement urbain**  
**Département Infrastructures et Développement urbain - Marchés Publics –**  
**Réfection à l'identique des trottoirs et de l'asphalte ainsi que plantation d'arbres à**  
**1080 Molenbeek-Saint-Jean - Approbation des conditions du marché et de l'avis de**  
**marché - CSC 18.006.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des

marchés publics et des concessions de travaux publics;

Considérant que, périodiquement, il est nécessaire de remettre en état le revêtement des voiries de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant qu'il y a lieu d'organiser la réfection complète des trottoirs, de leur fondation ainsi que de la sous-couche ; que le remplacement de toutes les bordures et des filets d'eau à l'identique devra être mis en œuvre, et, selon les besoins, un remplacement des avaloires et raccordements est également à prévoir ;

Considérant que pour l'asphaltage, il y a lieu de remplacer la fondation et la sous-fondation ainsi que la couche de roulement ; qu'après des essais, il faudra voir s'il faut remplacer la sous-fondation et la fondation ou seulement la couche de roulement ;

Considérant que des arbres seront plantés;

Considérant que les rues, qui font l'objet de ce marché, sont en principe et au stade actuel les suivantes :

Pour le lot 1 : Rue Osseghem, Rue Révérend Père Pire, Rue du Serpolet, Rue de Rotterdam, Rue Van Malder, Rue Kasterlinden ;

Pour le lot 2 : Rue de l'Escaut, rue de la Belle au bois dormant, Rue de la Carpe, Rue Osseghem (réparation provisoire), Avenue Carl Requette, Avenue Edmond Candries, Rue de l'Intendant, Rue Courtois, Rue Hélène Ryckmans, Rue du Maroquin, Rue de l'Ecole, Rue Evariste Pierron, Rue Verrept-Dekeyser, Rue de la Borne, Rue Charles Malis ;

Considérant que le marché est divisé en deux lots ;

Considérant que la dépense par lot est estimée comme suite:

Lot 1 Trottoirs - Asphalte	Lot 2 plantation d'arbres
2.940.624,60 EUR TVAC	59.290 EUR TVAC
Total Lot 1 + Lot 2	2.999.914,60 EUR TVAC

Considérant que la dépense totale est estimée à 2.999.914,60 EUR TVAC;

Considérant que pour le lot 1, il y a lieu d'établir un avis de marché et un cahier spécial des charges, ainsi que ses annexes;

Considérant qu'une procédure ouverte sera lancée pour le lot 1 de ce marché, soumis à la publicité belge, conformément à l'article 36, §1er de la loi du 17 juin 2016 ;

Considérant qu'une procédure négociée sans publication préalable sera lancée pour le lot 2, conformément à l'article 90, alinéa 1, 3° de l'arrêté royal du 18 avril 2017;

Considérant que les entreprises à consulter pour le lot 2 sont les suivantes :

<b>APAM ABSL</b> Marc Willocx (directeur) chaussée de Drogenbos, 130 1180 Uccle Tel. : 02/333.83.11 Fax. : 02/332.23.85 <a href="http://www.apam.be">http://www.apam.be</a> <a href="mailto:info@apam.be">info@apam.be</a>	<b>CASABLANCO ASBL</b> Pieter Dehon (directeur) avenue François Malherbe, 42 1070 Anderlecht Tel. : 02/527.57.75 Fax. : 02/527.49.43 <a href="http://www.casablanca.be">http://www.casablanca.be</a> <a href="mailto:info@casablanca.be">info@casablanca.be</a>
---	--

<b>LES JEUNES JARDINIERS ASBL</b> Vincent Galand (directeur) chaussée d'Alseberg, 1393 1180 Uccle Tel. : 02/332.15.30 Fax. : 02/332.20.89 <a href="http://www.lesjeunesjardiniers.be">http://www.lesjeunesjardiniers.be</a> <a href="mailto:vincent.galand@lesjeunesjardiniers.be">vincent.galand@lesjeunesjardiniers.be</a>	<b>NOS PILIFS ASBL</b> Benoît Ceysens (directeur) Trassersweg, 347 1120 Bruxelles Tel. : 02/262.11.06 Fax. : 02/268.62.84 <a href="http://www.fermenospilifs.be">http://www.fermenospilifs.be</a> <a href="mailto:info@pilifs.be">info@pilifs.be</a>
---	---

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4210/735/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018; que la dépense sera financée par emprunts ;  
Prend connaissance de l'avis de marché et des conditions de marché établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;  
Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les termes de l'avis de marché et les conditions du marché pour le lot 1 du marché relatif à la réfection à l'identique des trottoirs et de l'asphalte ainsi que la plantation d'arbres sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2 :

D'approuver la dépense d'un montant estimé à 2.999.914,60 EUR TVAC et de couvrir cette dépense via des emprunts, comme suit :

Lot 1 Trottoirs - Asphalte	Lot 2 plantation d'arbres
2.940.624,60 EUR TVAC	59.290 EUR TVAC
Total Lot 1 + Lot 2	2.999.914,60 EUR TVAC

Article 3 :

De recourir à la procédure négociée sans publication préalable après consultation de plusieurs entreprises pour le lot 2;

Article 4 :

De consulter les entreprises d'économie sociale suivantes:

<b>APAM ABSL</b> Marc Willocx (directeur) chaussée de Drogenbos, 130 1180 Uccle Tel. : 02/333.83.11 Fax. : 02/332.23.85 <a href="http://www.apam.be">http://www.apam.be</a> <a href="mailto:info@apam.be">info@apam.be</a>	<b>CASABLANCO ASBL</b> Pieter Dehon (directeur) avenue François Malherbe, 42 1070 Anderlecht Tel. : 02/527.57.75 Fax. : 02/527.49.43 <a href="http://www.casablanca.be">http://www.casablanca.be</a> <a href="mailto:info@casablanca.be">info@casablanca.be</a>
---	--

<b>LES JEUNES JARDINIERS ASBL</b>	<b>NOS PILIFS ASBL</b>
Vincent Galand (directeur) chaussée d'Alseberg, 1393 1180 Uccle Tel. : 02/332.15.30 Fax. : 02/332.20.89 <a href="http://www.lesjeunesjardiniers.be">http://www.lesjeunesjardiniers.be</a> <a href="mailto:vincent.galand@lesjeunesjardiniers.be">vincent.galand@lesjeunesjardiniers.be</a>	Benoît Ceysens (directeur) Trassersweg, 347 1120 Bruxelles Tel. : 02/262.11.06 Fax. : 02/268.62.84 <a href="http://www.fermenospilifs.be">http://www.fermenospilifs.be</a> <a href="mailto:info@pilifs.be">info@pilifs.be</a>

Copie de la présente délibération sera transmise au(x) service(s) suivant(s) : B4, B6, B33, B40.

Le Conseil approuve le point.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

### **Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Overheidsopdrachten –  
Herstelling in oorspronkelijke staat van de stoepen en van het asfalt alsook  
aanplanting van bomen te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring van de  
voorwaarden van de opdracht en van de aankondiging van de opdracht - Bestek  
18.006.**

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten;

Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gezien het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Overwegende dat het regelmatig nodig is om de bekleding van de wegen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in zijn oorspronkelijke staat te brengen;

Overwegende dat de volledige herstelling van de stoepen, hun fundering alsook de onderlaag moet georganiseerd worden; dat de vervanging van al de kantstenen en watergoten op identieke wijze moet gebeuren, en, volgens de behoeften, een vervanging van de waterslikkers en de aansluitingen ook moet worden voorzien;

Overwegende dat de fundering en de onder-fundering alsook de deklaag moeten vervangen worden voor de asfaltering; dat na de testen, er moet worden nagegaan of de onder-fundering en de fundering, of uitsluitend de deklaag moet vervangen worden;

Overwegende dat bomen zullen geplant worden;

Overwegende dat de straten, die het voorwerp van deze opdracht vormen, in principe en in het huidige stadium de volgende zijn :

Voor perceel 1 : Ossegemstraat, Eerwaarde Pater Pirestraat, Wilde Tijnstraat, Rotterdamstraat, Van Malderstraat, Kasterlindenstraat;

Voor perceel 2 : Scheldestraat, Schoonslaapsterstraat, Karperstraat, Ossegemstraat (voorlopige herstelling), Carl Requettelaan, Opzichterstraat, Courtoisstraat, Hélène Ryckmansstraat, Marokijnstraat, Schoolstraat, Evariste Pierronstraat, Verrept-Dekeyserstraat, Paalstraat, Charles Malisstraat

Overwegende dat de overheidsopdracht verdeeld is in twee percelen;  
Overwegende dat de uitgave per perceel geraamd is als volgt:

Perceel 1 Stoepen - Asfalt	Perceel 2 aanplanting van bomen
2.940.624,60 EUR btw incl.	59.290,00 EUR btw incl.
Totaal Perceel 1 + Perceel 2	2.999.914,60 EUR btw incl.

Overwegende dat de globale uitgave geraamd is op ad. 2.999.914,60 EUR btw incl.;;  
Overwegende dat er een aankondiging van de opdracht, een bestek en bijlagen moeten opgemaakt worden voor perceel 1;  
Overwegende dat de opdracht betreffende perceel 1 via een openbare procedure met Belgische bekendmaking zal gegund worden overeenkomstig artikel 36 §1 van de wet van 17 juni 2016 ;  
Overwegende dat de opdracht betreffende perceel 2 via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking zal gegund worden overeenkomstig artikel 90 lid 1, 3° van het koninklijk besluit van 18 april 2017;  
Overwegende dat de voor perceel 2 te raadplegen bedrijven de volgende zijn:

<p><b>APAM ABSL</b> Marc Willocx (directeur) chaussée de Drogenbos, 130 1180 Uccle Tel. : 02/333.83.11 Fax. : 02/332.23.85 <a href="http://www.apam.be">http://www.apam.be</a> <a href="mailto:info@apam.be">info@apam.be</a></p>	<p><b>CASABLANCO ASBL</b> Pieter Dehon (directeur) avenue François Malherbe, 42 1070 Anderlecht Tel. : 02/527.57.75 Fax. : 02/527.49.43 <a href="http://www.casablanca.be">http://www.casablanca.be</a> <a href="mailto:info@casablanca.be">info@casablanca.be</a></p>
<p><b>LES JEUNES JARDINIERS ASBL</b> Vincent Galand (directeur) chaussée d'Alseberg, 1393 1180 Uccle Tel. : 02/332.15.30 Fax. : 02/332.20.89 <a href="http://www.lesjeunesjardiniers.be">http://www.lesjeunesjardiniers.be</a> <a href="mailto:vincent.galand@lesjeunesjardiniers.be">vincent.galand@lesjeunesjardiniers.be</a></p>	<p><b>NOS PILIFS ASBL</b> Benoît Ceysens (directeur) Trassersweg, 347 1120 Bruxelles Tel. : 02/262.11.06 Fax. : 02/268.62.84 <a href="http://www.fermenospilifs.be">http://www.fermenospilifs.be</a> <a href="mailto:info@pilifs.be">info@pilifs.be</a></p>

Overwegende dat de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikel 4210/735/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2018; en deze uitgave zal gedekt worden door leningsgelden;  
Neemt kennis van de aankondiging en de voorwaarden van de opdracht die hiertoe werden opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling;  
Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLIST :**

Artikel 1:

De bepalingen van de aankondiging van de opdracht en de voorwaarden van perceel 1 van de opdracht met betrekking tot het in oorspronkelijke staat brengen van stoepen en



asfalt alsook de aanplanting van bomen op het grondgebied van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren;

Artikel 2:

De uitgave voor een geraamd bedrag van 2.999.914,60 EUR btw incl. goed te keuren en deze uitgave te dekken via leningsgelden als volgt:

Perceel 1 Stoepen - Asfalt	Perceel 2 aanplanting van bomen
2.940.624,60 EUR btw incl.	59.290,00 EUR btw incl.
Totaal Perceel 1 + Perceel 2	2.999.914,60 EUR btw incl.

Artikel 3:

Voor perceel 2 gebruik te maken van een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking na raadpleging van verschillende bedrijven;

Artikel 4:

De volgende bedrijven van de sociale economie te raadplegen:

<b>APAM ABSL</b> Marc Willocx (directeur) chaussée de Drogenbos, 130 1180 Uccle Tel. : 02/333.83.11 Fax. : 02/332.23.85 <a href="http://www.apam.be">http://www.apam.be</a> <a href="mailto:info@apam.be">info@apam.be</a>	<b>CASABLANCO ASBL</b> Pieter Dehon (directeur) avenue François Malherbe, 42 1070 Anderlecht Tel. : 02/527.57.75 Fax. : 02/527.49.43 <a href="http://www.casablanca.be">http://www.casablanca.be</a> <a href="mailto:info@casablanca.be">info@casablanca.be</a>
<b>LES JEUNES JARDINIERS ASBL</b> Vincent Galand (directeur) chaussée d'Alseberg, 1393 1180 Uccle Tel. : 02/332.15.30 Fax. : 02/332.20.89 <a href="http://www.lesjeunesjardiniers.be">http://www.lesjeunesjardiniers.be</a> <a href="mailto:vincent.galand@lesjeunesjardiniers.be">vincent.galand@lesjeunesjardiniers.be</a>	<b>NOS PILIFS ASBL</b> Benoît Ceysens (directeur) Trassersweg, 347 1120 Bruxelles Tel. : 02/262.11.06 Fax. : 02/268.62.84 <a href="http://www.fermenospilifs.be">http://www.fermenospilifs.be</a> <a href="mailto:info@pilifs.be">info@pilifs.be</a>

Een kopie van deze beraadslaging wordt overgemaakt aan volgende dienst(en): B4, B6, B33, B40.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

21.03.2018/A/0015 **Département Infrastructures et Développement urbain**  
**Département Infrastructures et Développement urbain - Marchés Publics -**  
**Réparation du pavage à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Approbation de l'avis de**  
**marché et des conditions du marché - CSC 18.018.**

## LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Considérant que, périodiquement, il est nécessaire de réparer le pavage de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que la réalisation d'un état des lieux du pavage sur tout le territoire de la commune par un entrepreneur est nécessaire et qu'un rapport devra être soumis au gestionnaire voiries ; que dans un second temps, un planning sera réalisé en accord avec le gestionnaire voiries et l'entrepreneur pour définir les zones d'intervention ponctuelle ; qu'il conviendra à l'entrepreneur de, soit, remplacer le pavage à l'identique, soit, combler les vides à l'aide d'asphalte à froid ;

Considérant que les rues, qui font l'objet de ce marché, sont en principe et au stade actuel les suivantes :

Rue Osseghem, Rue Révérend Père Pire, Rue du Serpolet, Rue de Rotterdam, Rue Van Malder, Rue Kasterlinden, Rue de l'Escaut, rue de la Belle au bois dormant, Rue de la Carpe, Avenue Carl Requette, Avenue Edmond Candries, Rue de l'Intendant, Rue Courtois, Rue Hélène Ryckmans, Rue du Maroquin, Rue de l'Ecole, Rue Evariste Pierron, Rue Verrept-Dekeyser, Rue de la Borne, Rue Charles Malis ;

Considérant que la dépense totale est estimée à 500.000,00 EUR TVAC;

Considérant qu'il y a lieu d'établir un avis de marché et les documents du marché ;

Considérant qu'une procédure négociée directe avec publication préalable peut être choisie pour lancer ce marché conformément à l'article 41, §1, 2° de la Loi du 17 juin 2016 ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4210/735/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018; que la dépense sera financée par emprunts ;

Prend connaissance de l'avis de marché et des conditions du marché établis à cet effet par le service marchés publics ;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les termes de l'avis de marché et les conditions du marché relatif à la réparation du pavage sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2 :

D'approuver la dépense d'un montant estimé à 500.000,00 EUR TVAC et de couvrir cette dépense via des emprunts ;

Copie de la présente délibération sera transmise au(x) service(s) suivant(s) : B4, B6, B33, B40.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

**Departement Infrastructuren en Stedelijke Ontwikkeling - Overheidsopdrachten -  
Herstel van de bestrating te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring van de**

## **aankondiging van de opdracht en de voorwaarden van de opdracht - Bestek 18.018.**

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten;

Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gezien het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Overwegende dat het regelmatig nodig is om de bestrating van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te herstellen;

Overwegende dat het opmaken van een stand van zaken van de bestrating door een aannemer over het hele grondgebied van de gemeente noodzakelijk is en er een verslag moet worden voorgelegd aan de verantwoordelijke medewerker voor de wegenwerken; dat er vervolgens een planning moet worden opgemaakt in akkoord met de verantwoordelijke medewerker voor de wegenwerken en de aannemer teneinde de zones voor punctuele tussenkomsten vast te leggen; dat de aannemer hetzij de bestrating op identieke wijze moet vervangen, hetzij de leegtes moet opvullen met behulp van koude asfalt;

Overwegende dat de straten, die het voorwerp van deze opdracht vormen, in principe en in het huidige stadium de volgende zijn:

Ossegemstraat, Eerwaarde Pater Pirestraat, Wilde Tijnstraat, Rotterdamstraat, Van Malderstraat, Kasterlindenstraat, Scheldestraat, Schoonslaapsterstraat, Karperstraat, Carl Requettelaan, Opzichterstraat, Courtoisstraat, Hélène Ryckmansstraat, Marokijnstraat, Schoolstraat, Evariste Pierronstraat, Verrept-Dekeyserstraat, Paalstraat, Charles Malisstraat

Overwegende dat de totale uitgave geraamd is op 500.000,000 EUR btw incl;

Overwegende dat een aankondiging van de opdracht en de documenten van de opdracht moeten worden opgemaakt;

Overwegende dat er een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking mag gekozen worden voor het opstarten van deze opdracht overeenkomstig artikel 41,   1, 2   van de Wet van 17 juni 2016;

Overwegende dat de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikel 4210/735/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2018; dat de uitgave zal gefinancierd worden via leningsgelden;

Neemt kennis van de aankondiging van de opdracht en de voorwaarden van de opdracht die hiertoe werden opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten;

Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLIST :**

Artikel 1:

De bepalingen van de aankondiging van de opdracht en de voorwaarden van de opdracht met betrekking tot het herstel van de bestrating op het grondgebied van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren;

Artikel 2:

De uitgave voor een geraamd bedrag van 500.000,00 EUR btw incl. goed te keuren en deze uitgave te dekken via leningsgelden;

Een kopie van deze beraadslaging wordt overgemaakt aan volgende dienst(en): B4, B6,

B33, B40.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

21.03.2018/A/0016 **Département Infrastructures et Développement urbain**  
**Département Infrastructures et Développement urbain - Marché de travaux relatif à la construction de la nouvelle école néerlandophone primaire et maternelle à la rue Jean-Baptiste Decock, 54 - Approbation de l'avis de marché, des conditions et documents du marché.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'une nouvelle école néerlandophone primaire et maternelle doit être construite à la rue Jean-Baptiste Decock, 54

Considérant qu'il y a lieu de lancer le marché de travaux pour ce projet;

Prend connaissance du dossier comprenant : le cahier des charges, le métré ainsi que les plans ;

Prend connaissance du projet d'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement urbain ;

Considérant que la dépense globale pour les travaux peut être estimée à 7.800.000,00 EUR TVA comprise;

Considérant que les crédits sont prévus à l'art. 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018 et que la dépense peut être couverte par des subsides de la VGC (5.696.788,08 EUR), par le FRBRTC (2.003.211,92 EUR) et par le subside Buitenspel (100.000,00 EUR) ;

Considérant que compte tenu du fait que le montant de la dépense estimée est supérieur au seuils fixés à l'article 11, 1<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 18 avril 2017, les règles de la publicité européenne sont d'application, conformément à l'article 13 de l'arrêté royal du 18 avril 2017;

Considérant que le présent marché fera objet d'une publicité au Bulletin des Adjudications ainsi qu'au journal officiel de l'Union européenne ;

Considérant que le présent marché de travaux peut être passé par la procédure ouverte conformément à l'article 36, §1<sup>er</sup> la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'art. 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver les documents du marché entre autre : le cahier des charges, le métré et les plans relatif à la construction d'une nouvelle école maternelle et primaire néerlandophone à la rue Jean-Baptiste Decock, 54 ;

Article 2

D'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement urbain ;

Article 3

D'approuver la dépense globale estimée à 7.800.000,00 EUR TVA comprise;

Article 4

De prévoir la dépense d'un montant de 7.800.000,00 EUR TVA comprise à l'art. 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018 et de la couvrir par des subsides de la VGC (5.696.788,08 EUR), par le FRBRTC (2.003.211,92 EUR) et par le subside Buitenspel (100.000,00 EUR) ;

Article 5

De recourir à la procédure ouverte avec publicité européenne.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

---

## **Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

### **Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Opdracht voor werken betreffende de bouw van een nieuwe Nederlandstalige kleuterschool en lagere school in de Jean-Baptiste Decockstraat 54 - Goedkeuring van het ontwerp van aankondiging van de opdracht, de voorwaarden en documenten van de opdracht.**

DE RAAD,

Overwegende dat er een nieuwe Nederlandstalige kleuterschool en lagere school in de Jean-Baptiste Decockstraat 54, moet gebouwd worden;

Overwegende dat de opdracht voor werken voor dit project moet gelanceerd worden;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van de opdracht, die door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling opgesteld is;

Overwegende dat het voor deze opdracht geraamde bedrag 7.800.000,00 EUR btw inbegrepen bedraagt;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op art. 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2018 en deze uitgave kan gedekt worden door de subsidies van de VGC (5.696.788,08 EUR), de FRBRTC (2.003.211,92 EUR) en door de subsidie Buitenspel (100.000 EUR);

Overwegende dat gezien het bedrag van de geraamde uitgave hoger is dan de drempels bepaald in artikel 11, 1<sup>o</sup> van het koninklijk besluit van 18 april 2017, de regels van de Europese bekendmaking van toepassing zijn in overeenstemming met artikel 13 van het koninklijk besluit van 18 april 2017;

Overwegende dat deze opdracht zal worden bekendgemaakt in het Bulletin der Aanbestedingen en in het Publicatieblad van de Europese Unie;

Overwegende dat deze opdracht voor werken gegund mag worden via een openbare procedure in overeenstemming met artikel 36, §1er de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten;

Gelet op art. 234, lid 1 van de nieuwe gemeentewet;

**BESLUIT**

Artikel 1

De documenten van de opdracht o.a : het bestek, de opmeting en de plannen betreffende de bouw van een nieuwe Nederlandstalige kleuterschool en lagere school in de Jean-Baptiste Decockstraat 54 goed te keuren ;

Artikel 2

Het ontwerp van aankondiging van de opdracht, die door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling opgesteld is, goed te keuren;

Artikel 3

De uitgave die geraamd is op 7.800.000,00 EUR btw inbegrepen goed te keuren ;

Artikel 4

Om de globale uitgave voor een bedrag van 7.800.000,00 EUR te voorzien op art. 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2018 en ze te dekken via de toegekende subsidies van de VGC (5.696.788,08 EUR), via de FRBRTC (2.003.211,92 EUR) en via de subsidie Buitenspel (100.000,00 EUR);

Artikel 5

Gebruik te maken van een openbare procedure met Europese bekendmaking.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

21.03.2018/A/0017 **Département Services généraux et Démographie**  
**Action Sociale - Chèques-taxi à valeur universelle sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale - Convention pour l'année 2018.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que cette convention prévoit que la Région de Bruxelles-Capitale organise un service de chèque-taxi applicable sur tout le territoire de la Région;

Considérant que dans ce cadre la Région de Bruxelles-Capitale octroie une subvention spéciale à l'occasion de l'acquisition par la Commune de chèques-taxis à valeur universelle et permettant aux personnes à mobilité réduite ou à faible revenu de les utiliser tel que défini à l'article 1 ;

Considérant que le montant de la subvention est estimé à 29.615,00 EUR;

Considérant que la subvention de 29.615,00 EUR sera liquidée en deux tranches. Une première tranche de 26.653,50 EUR (90%) sera liquidée sur la base d'une déclaration de créance accompagnée du budget prévisionnel, après la notification du présent arrêté à la commune bénéficiaire (N° du D.C. : 50/2018) ;

Considérant que le solde correspondant à 2.961,50 EUR (10%) sera liquidé sur présentation d'une déclaration de créance, accompagnée de la preuve du paiement des chèques-taxis à la société responsable de ces chèques et de la preuve de l'utilisation effective des chèques-taxis par les bénéficiaires finaux sur base du rapport établi par la société responsable des chèques-taxis qui les récupère après leur utilisation. Le montant de la seconde tranche sera calculé sur base du nombre de chèques-taxis effectivement utilisés ;

Considérant quand à la date du 17 janvier 2018, la Région de Bruxelles Capitale a envoyé un projet de convention vu que le montant du subsidie alloué à notre commune est supérieur à 12.500,00 EUR et qu'il est obligatoire, en vertu des articles 12 et 13 de l'Ordonnance du 21 décembre 2007 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale que les nouvelles modalités d'octroi du subsidie soient approuvées par le Conseil communal.

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le projet de la convention réglant l'octroi d'une subvention spéciale à

l'occasion de l'acquisition par la Commune de chèques-taxis à valeur universelle pour l'année 2018 et de transmettre un dossier complet à l'autorité subsidiante, c'est-à-dire la Région Bruxelles Capitale.

Le Conseil approuve le point.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Sociale Action - Taxicheque met universele waarde op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Overeenkomst voor het jaar 2018.**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat deze overeenkomst voorziet dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een dienstverlening voor taxicheques organiseert die van toepassing is op het ganse grondgebied van het Gewest;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in dit kader een bijzondere toelage toekent tot de verdeling van taxicheques met universele waarde door de Gemeente, opdat personen met een beperkte mobiliteit of met een laag inkomen deze effectief kunnen gebruiken zoals bepaald in artikel 1 van deze overeenkomst;

Overwegende dat het bedrag van de subsidie geraamd is op 29.615,00 EUR;

Overwegende dat de subsidie van 29.615,00 EUR in twee schijven zal uitbetaald worden. Een eerste schijf van 26.653,50 EUR (90%) wordt uitbetaald op basis van een schuldvordering vergezeld van de begrotingsraming en dit na kennisgeving van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van de subsidie aan de begunstigde (Invorderingsrecht nr 50/2018);

Overwegende dat het saldo dat overeenstemt aan een bedrag van 2.961,50 (10%) maximum van het bedrag van de subsidie betaald zal worden na het indienen van een schuldvordering vergezeld van het betalingsbewijs van de taxicheques die effectief werden gebruikt door de eindbegunstigden op basis van een verslag dat opgesteld wordt door de verantwoordelijke firma van de taxicheques en die deze recupereert na hun gebruik. Het bedrag van de tweede schijf wordt bepaald op basis van de effectief gebruikte taxicheques;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 17 januari 2018 een ontwerp van overeenkomst heeft opgestuurd, vermits het bedrag van de aan onze gemeente toegekende subsidie meer bedraagt dan 12.500,00 EUR en dat het verplicht is, zoals bepaald in de artikels 12 en 13 van de Ordonnantie van 21 december 2007 met betrekking tot de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, om aan de Gemeenteraad de goedkeuring te vragen voor het toepassen van de modaliteiten betreffende de toekenning van subsidies;

BESLUIT:

Enig Artikel :

Het ontwerp van de overeenkomst goed te keuren die de toekenning van een bijzondere toelage regelt tot de verdeling van taxicheques met een universele waarde voor het jaar 2018 door de Gemeente en een compleet dossier over te maken aan de subsidiërende overheid, namelijk het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

21.03.2018/A/0018 **Prévention et Vie Sociale**

**Service Prévention - Participation citoyenne - Subside à l'asbl L'Epicerie dans le cadre de la journée internationale des femmes.**

LE CONSEIL,

Considérant l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;  
Considérant la loi du 14 novembre 1983 relatives au contrôle et à l'octroi de certaines subventions ;  
Considérant les statuts de l'asbl L'Epicerie, rue du Ruisseau 17-19 à 1080 Bruxelles ;  
Considérant qu'un des objectifs de l'asbl est de valoriser le droit des Femmes en tant que citoyennes ;  
Considérant que l'asbl organise plusieurs activités dans le cadre de la Journée internationale des Femmes dont une exposition photo, un théâtre impro et des ateliers spécifiques entre le 5 et le 11 mars 2018 ;  
Considérant que l'objectif principal est de lutter contre les stéréotypes envers les femmes issues de la diversité en promouvant une société plus inclusive et respectueuses des identités individuelles ;  
Considérant que l'asbl compte accueillir 800 personnes pour cet évènement ;  
Considérant que le coût de l'évènement est estimé à 24.300 euros ;  
Considérant qu'un subside de 1000 EUR est demandé afin de soutenir l'évènement ;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside de 1000 EUR à l'asbl L'Epicerie sise rue du ruisseau 17-19 à 1080 Bruxelles – numéro de compte BE48 3630 2340 4827

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article budgétaire 1055/332.02 - Budget ordinaire – Exercice 2018

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Preventie en Sociale Leven**

**Preventie Dienst - Burgerparticipatie - Toelage aan de vereniging L'Epicerie in het kader van het Internationale Vrouwendag.**

DE RAAD,

Overwegende artikel 117 van de Nieuwe Gemeente Wet ;  
Overwegende de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelages;  
Overwegende de statuten van de vzw L'Epicerie gevestigd te Beekstraat, 17-19 op 1080 Brussel ;



Overwegende dat de vereniging als doelstelling heeft, om de rechten van de vrouwen als burgers te waarderen ;

Overwegende dat de vereniging verschillende activiteiten in het kader van de Internationale Vrouwendag organiseert, tussen andere een foto's tentoonstelling, improvisatie theater en specifieke ateliers tussen de 5 en 11 maart 2018 ;

Overwegende dat de vereniging tot doel heeft de strijd tegen de stereotype aan het adres van de vrouwen met een diverse achtergrond door het promoten van een meer inclusieve samenleving die in overeenstemming met de individuele identiteiten is;

Overwegende dat de vereniging rekent op 800 bezoekers voor dit project ;

Overwegende dat de kosten voor dit evenement worden geraamd op 24.300 euro

Overwegende dat een toelage van 1000 EUR wordt aangevraagd om dit evenement te ondersteunen

**BESLIST :**

Artikel 1 :

Een toelage van 1000 euro aan de vzw L'Epicerie, gevestigd te Beekstraat 17-19 op 1080 Brussel toe te kennen - Bankrekening BE48 3630 2340 4827 ;

Artikel 2 :

De uitgave op begrotingsartikel 1055/332.02 – Gewone Begroting - Jaar 2018 te reserveren

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

21.03.2018/A/0019 **Département Services généraux et Démographie**

**Relations Internationales - Octroi d'un subside à l'asbl Fédération des Espoirs d'Al Hoceima - Soirée de solidarité "La Journée Internationale de la Femme".**

LE CONSEIL,

Vu que la note d'orientation politique définit les différentes missions du service des Relations Internationales, à savoir soutenir les associations locales qui œuvrent en faveur des droits humains et de la solidarité internationale ;

Vu la demande de soutien datant du 13/02/2018 par l'association « Fédération des espoirs d'Al Hoceima » dont le siège Avenue Mahatma Gandhi, 8/9 à Molenbeek-Saint-Jean, relatif à une demande de soutien financier dans le cadre d'un projet de Soirée de Solidarité dénommé « La Journée Internationale de la Femme » ;

Considérant que l'association « Fédération des espoirs d'Al Hoceima » a pour objectifs :

L'éducation et la sensibilisation autour du vivre ensemble et des actions de solidarité dans la région de l'Atlas au Maroc.

Considérant que l'activité proposée consiste en l'organisation d'un évènement de Solidarité qui se déroulera le 10/03/2018 ;

Considérant que l'objectif de cette activité est de sensibiliser et impliquer le public ciblé à leur devoir de solidarité à l'échelle internationale envers les femmes;

Considérant que le budget 2018 prévoit à l'article 1500/332-02 un subside de €600 destiné à soutenir le projet de Soirée de Solidarité « La Journée Internationales de

la Femme» ;

Considérant que ce subside sera liquidé sur le compte bancaire IBAN BE86 0015 4336 2550 de l'association «Fédération des espoirs d'Al Hoceima» ;

Sur proposition du Collège échevinal;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 600,00 EU0R à l'asbl "Fédération des Espoirs d'Al Hoceima" (n°890.771.289), Avenue Mahatma Gandhi, 8/9, 1080 Bruxelles, afin de les aider leur soirée de Solidarité "La Journée Internationale de la Femme";

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 1500/332-02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE86 0015 4336 2550 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

---

#### **Departement Algemene diensten en Demografie**

#### **Internationale betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan de vzw "Fédération des Espoirs d'Al Hoceima" - Solidariteitsavond - "De internationale dag van de vrouw".**

DE RAAD,

Gelet op de sectorale politieke beleidsnota die beoogt de plaatselijke verenigingen te ondersteunen die werken ten gunste van de mensenrechten en de internationale solidariteit;

Gelet op de aanvraag van steun van 13/02/2018 door de vereniging "*Fédération des espoirs d'Al Hoceima*" waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in de Mahatma Gandhilaan, 8/9 te Sint-Jans-Molenbeek, betreffende een aanvraag van financiële ondersteuning in het kader van een project van Solidariteitsavond genaamd "De Internationale Vrouwendag";

Overwegende dat de vereniging "*Fédération des espoirs d'Al Hoceima*" de volgende doelstellingen heeft:

De opvoeding en de sensibilisering betreffende het samenleven en solidariteitsacties in de Atlasstreek in Marokko.

Overwegende dat de voorgestelde activiteit bestaat uit de organisatie van een evenement betreffende Solidariteit, dat plaatsvindt op 10-03-18;

Overwegende dat de doelstelling van deze activiteit is om het doelpubliek te sensibiliseren en te betrekken bij hun plicht van solidariteit op internationale schaal ten opzichte van de vrouwen;

Overwegende dat de begroting 2018 op artikel 1500/332-02 een subsidie voorziet van 600 EUR bestemd voor de ondersteuning van het project van de Solidariteitsavond "De Internationale Vrouwendag";

Overwegende dat deze subsidie uitbetaald zal worden op de bankrekening IBAN BE86

0015 4336 2550 van de vereniging “*Fédération des espoirs d'Al Hoceima*”;  
Op voorstel van het Schepencollege;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 600,00 EUR toe te kennen aan de vzw “*Fédération des Espoirs d'Al Hoceima*” (nr. 890.771.289), Mahatma Gandhilaan, 8/9, 1080 Brussel, teneinde deze te helpen bij de organisatie van hun Solidariteitsavond “De Internationale Vrouwendag”;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op artikel 1500/332-02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE86 0015 4336 2550 van de vereniging.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

21.03.2018/A/0020 **Département Services généraux et Démographie**  
**Relations internationales - Octroi d'un subside à l'asbl Academy Tiger Club.**

LE CONSEIL,

Vu la note d'orientation politique sectorielle qui vise à favoriser les partenariats avec les écoles et le monde associatif afin de sensibiliser la jeunesse molenbeekoise à la solidarité internationale et à l'interdépendance des régions du monde et de la réalité économique, sociale, culturelle, environnementale des pays dits "en voie de développement";

Vu la note d'orientation politique sectorielle qui vise à soutenir les associations locales qui œuvrent en faveur des droits humains et de la solidarité internationale;

Vu la note d'orientation politique qui vise également à développer les échanges avec d'autres villes entre écoles;

Vu le dossier introduit par l'asbl Academy Tiger Club relatif à un soutien financier dans le cadre d'un voyage sportif à Laayoune au Maroc du 27 avril 2018 au 02 mai 2018, dans le but de participer à un échange sportif internationale (tournoi de taekwondo);

Considérant que cette échange combat les préjugés contre les jeunes et réuni plus de 500 jeunes tous les ans et à travers le monde entier;

Considérant que cet évènement donne aussi la possibilité aux organisations de se rencontrer et de garder le contact pour mettre en place d'autres projets. Ensemble, les associations combatte les préjugés et défende des valeurs comme le respect et la tolérance;

Considérant les crédits disponibles à l'article 1500/332-02 du budget ordinaire de l'exercice en cours;

Sur proposition du Collège échevinal;

DECIDE :

Article 1:

D'accorder un subside d'un montant de 500,00 EUR à l'association Academy Tiger Club asbl (n°0474.154.212), sise Rue de la Perle, 4 à 1080 Bruxelles, afin de l'aider à organiser son échange sportif à Laayoune au Maroc ;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 1500/332-02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE66 0013 5200 0043 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**

**Internationale betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan de vzw Academy Tiger Club.**

DE RAAD,

Gelet op de sectorale politieke beleidsnota die beoogt de partnerschappen te bevorderen met de scholen en het verenigingswezen teneinde de Molenbeekse jeugd te sensibiliseren voor de internationale solidariteit en de onderlinge afhankelijkheid van de wereldstreken en de economische, sociale, culturele en milieugebonden realiteit van de zogenaamde "ontwikkelingslanden";

Gelet op de sectorale politieke beleidsnota die beoogt de plaatselijke verenigingen te ondersteunen die ten gunste van de mensenrechten en de internationale solidariteit werken;

Gelet op de politieke oriëntatienota die eveneens beoogt uitwisselingen te ontwikkelen met andere steden tussen scholen;

Gelet op het dossier ingediend door de vzw Academy Tiger Club betreffende een financiële ondersteuning in het kader van een sportreis naar Al-Ajoen in Marokko van 27 april 2018 tot 2 mei 2018 met de bedoeling om deel te nemen aan een internationale sportieve uitwisseling (toernooi van taekwondo);

Overwegende dat deze uitwisseling de vooroordelen tegenover de jongeren bestrijdt en jaarlijks meer dan 500 jongeren over de hele wereld bijeenbrengt;

Overwegende dat dit evenement ook aan de organisaties de mogelijkheid geeft om elkaar te ontmoeten en contact te blijven houden om andere projecten tot stand te brengen. Samen bestrijden de verenigingen de vooroordelen en komen op voor waarden zoals respect en verdraagzaamheid;

Overwegende de beschikbare kredieten op artikel 1500/332-02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

Op voorstel van het Schepencollege;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 500,00 EUR toe te kennen aan de vzw Academy Tiger Club (nr. 0474.154.212), gelegen Parelstraat 4 te 1080 Brussel, teneinde deze te helpen bij de organisatie van haar sportieve uitwisseling in Al-Ajoen, Marokko;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op artikel 1500/332-02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE66 0013 5200 0043 van de vereniging.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

21.03.2018/A/0021 **Département Services généraux et Démographie**  
**Relations internationales - Octroi d'un subside à l'asbl Action Dialogue Bruxelles - ADiB.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal du 13 juillet 2000 par laquelle il approuvait le principe d'un jumelage avec la ville d'Oujda, au Maroc;

Vu la note d'orientation politique sectorielle qui vise à favoriser les partenariats avec les écoles et le monde associatif afin de sensibiliser la jeunesse molenbeekoise à la solidarité internationale et à l'interdépendance des régions du monde et de la réalité économique, sociale, culturelle, environnementale des pays dits "en voie de développement";

Vu la note d'orientation politique sectorielle qui vise à soutenir les associations locales qui œuvrent en faveur des droits humains et de la solidarité internationale;

Vu le dossier introduit par l'asbl Action Dialogue Bruxelles relatif à un soutien financier dans le cadre de la construction d'un Centre Socioculturel à Hassi Berkane au Maroc;

Considérant les objectifs de l'asbl visant à lutter contre l'analphabétisme, promouvoir la culture et la langue arabe, créer et développer un centre d'apprentissage et de contact, inciter l'échange d'expériences entre les habitants et favoriser le partenariat entre les associations locales ;

Considérant que cette asbl vise également à encourager la participation des habitants d'Hassi Berkane aux différentes activités en général, la participation des jeunes filles en particulier;

Considérant les crédits disponibles à l'article 1500/332-02 du budget ordinaire de l'exercice en cours;

Sur proposition du Collège échevinal;

DECIDE:

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 500,00 EUR à l'asbl Action Dialogue Bruxelles

(n° 6447.53.654), sise Boulevard Belgica 51/bt 02, 1080 Bruxelles, afin de les aider à construire un centre socioculturelle à Hassi Berkane au Maroc;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 1500/332-02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE14 3631 7087 9583 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

---

## **Departement Algemene diensten en Demografie**

### **Internationale betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan de vzw Action Dialogue Bruxelles - ADiB.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 13 juli 2000 waardoor hij het principe van een verbroedering goedkeurde met de stad Oujda, in Marokko;

Gelet op de sectorale politieke beleidsnota die beoogt partnerschappen te bevorderen met de scholen en de verenigingssector teneinde de Molenbeekse jeugd te sensibiliseren voor de internationale solidariteit en de onderlinge afhankelijkheid van de wereldstreken en de economische, sociale, culturele en milieugebonden realiteit van de zogenaamde "ontwikkelingslanden";

Gelet op de sectorale politieke beleidsnota die beoogt plaatselijke verenigingen te ondersteunen die ten voordele van de mensenrechten en de internationale solidariteit werken;

Gelet op het dossier ingediend door de vzw Action Dialogue Bruxelles betreffende een financiële ondersteuning in het kader van de constructie van een Sociocultureel Centrum in Hassi Berkane in Marokko;

Overwegende de doelstellingen van de vzw die beogen te strijden tegen het analfabetisme, de Arabische cultuur en taal promoten, een centrum van leren en contacten oprichten en ontwikkelen, aanzetten tot uitwisseling van ervaringen tussen de bewoners en bevorderen van het partnerschap tussen de plaatselijke verenigingen;

Overwegende dat deze vzw eveneens beoogt de participatie te aanmoedigen van de bewoners van Hassi Berkane aan de verschillende activiteiten in het algemeen, en in het bijzonder de participatie van de jonge meisjes;

Overwegende de beschikbare kredieten op artikel 1500/332-02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

Op voorstel van het Schepencollege;

**BESLIST :**

Artikel 1 :

Een subsidie van, een bedrag van 500,00 EUR toe te kennen aan de vzw Action Dialogue Bruxelles (nr. 6447.53.654), gelegen Belgicalaan 51/bus 02, 1080 Brussel, teneinde deze te helpen bij de bouw van een sociocultureel centrum in Hassi Berkane in Marokko;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op artikel 1500/332-02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE14 3631 7087 9583 van de vereniging.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

21.03.2018/A/0022 **Département Services généraux et Démographie**  
**Relations Internationales - Octroi d'un subside à l'asbl Souffle d'Espoir.**

LE CONSEIL,

Vu la note d'orientation politique sectorielle qui vise à favoriser les partenariats avec les écoles et le monde associatif afin de sensibiliser la jeunesse molenbeekoise à la solidarité internationale et à l'interdépendance des régions du monde et de la réalité économique, sociale, culturelle, environnementale des pays dits "en voie de développement";

Vu la note d'orientation politique sectorielle qui vise à soutenir les associations locales qui œuvrent en faveur des droits humains et de la solidarité internationale;

Vu le dossier introduit par l'asbl Souffle d'Espoir relatif au soutien de la création d'un centre d'appareillage orthopédique pour les plus démunis dans le milieu rural au Nord du Maroc (Meloussa),

Considérant les objectifs de l'asbl visant à transférer les compétences des professionnels belges vers les professionnels marocains et augmenter la production et l'appareillage des personnes défavorisées ;

Considérant que cette asbl vise également à mettre en place une collaboration accrue entre la Belgique et le Maroc en termes d'échanges et de savoir-faire. Ainsi qu'augmenter la production de l'appareillage pour les personnes démunies;

Considérant les crédits disponibles à l'article 1500/332-02 du budget ordinaire de l'exercice en cours;

Sur proposition du Collège échevinal;

DECIDE:

Article 1:

D'accorder un subside d'un montant de 1000,00 EUR à l'asbl Souffle d'Espoir (n° 661.719.746), sise rue Ulens, 39 - 1080 Bruxelles, afin de les aider à construire un centre d'appareillage orthopédique dans le milieu rural au Nord du Maroc (Meloussa);

Article 2:

De réserver la dépense à l'article 1500/332-02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE61 0017 9895 4017 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de

l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**

**Internationale Betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan de vzw Souffle d'Espoir.**

DE RAAD,

Gelet op de sectorale politieke beleidsnota die beoogt partnerschappen te bevorderen met de scholen en de verenigingssector teneinde de Molenbeekse jeugd te sensibiliseren voor de internationale solidariteit en de onderlinge afhankelijkheid van de wereldstreken en de economische, sociale, culturele en milieugebonden realiteit van de zogenaamde "ontwikkelingslanden";

Gelet op de sectorale politieke beleidsnota die beoogt plaatselijke verenigingen te ondersteunen die ten voordele van de mensenrechten en de internationale solidariteit werken;

Gelet op het dossier ingediend door de vzw Souffle d'Espoir betreffende de ondersteuning van de oprichting van een centrum van orthopedische apparatuur voor de meest zwakken in de landelijke gebieden van het Noorden van Marokko (Meloussa);

Overwegende de doelstellingen van deze vzw om de bevoegdheden van de Belgische professionelen over te brengen naar de Marokkaanse professionelen en de productie van apparatuur voor benadeelde mensen te verhogen;

Overwegende dat deze vzw eveneens beoogt een grotere samenwerking in te voeren tussen België en Marokko betreffende de uitwisseling en knowhow, evenals het verhogen van de productie van apparatuur voor benadeelde mensen;

Overwegende de beschikbare kredieten op artikel 1500/332-02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

Op voorstel van het Schepencollege;

**BESLIST :**

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 1000,00 EUR toe te kennen aan de vzw Souffle d'Espoir (nr. 661.719.746), gelegen Ulenstraat 39 - 1080 Brussel, teneinde deze te helpen bij de bouw van een centrum voor orthopedische apparatuur in de landelijke gebieden van het Noorden van Marokko (Meloussa);

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op artikel 1500/332-02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE61 0017 9895 4017 van de vereniging.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.



---

21.03.2018/A/0023 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Jeunesse - Octroi d'un subside exceptionnel à l'asbl Collectif Résonances.**

LE CONSEIL,

Vu le courriel du 10 février 2018 de demande de subside de l'asbl Collectif Résonances pour l'organisation de la 3<sup>ème</sup> édition du Festival Résonances;  
Considérant que ce Festival présente des créations artistiques pluridisciplinaires s'engageant à s'exprimer sur l'actualité;  
Considérant que cet événement gratuit et donc ouvert à un public très large se déroulera du 18 au 20 mai 2018 à La Vallée à Molenbeek ;  
Considérant que deux films réalisés par des jeunes de 10 à 17 ans dans la Maison Heyvaert et l'asbl l'Épicerie y seront projetés;  
Considérant qu'un subside de 500,00 EUR pourrait être octroyé;  
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2018;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

DECIDE :

Article 1 :

d'approuver l'octroi d'un subside de 500,00 EUR à l'asbl Collectif Résonances, sise Avenue Jean Volders, 10 à 1060 Bruxelles, titulaire du compte bancaire BE68 3630 0979 6434, dont le numéro d'entreprise est le 667794025, pour l'organisation de la 3<sup>ème</sup> édition du Festival résonances;

Article 2 :

de réserver la somme de 500,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2018.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**  
**Jeugddienst - Bijzondere subsidie aan de vzw Collectif Résonances.**

DE RAAD,

Gelet op het schrijven van 10 februari 2018 van de vzw "Collectif Résonances" voor een subsidieaanvraag voor de organisatie van de derde editie van "Festival Résonances";

Overwegende dat dit Festival pluridisciplinaire artistieke creaties inhoudt die bedoeld zijn om zich uit te drukken over de actualiteit;

Overwegende dat dit gratis evenement dat dus toegankelijk is voor een heel breed publiek, plaatsvindt van 18 tot 20 mei 2018 in La Vallée te Molenbeek;  
Overwegende dat er twee films zullen vertoond worden, gemaakt door jongeren tussen 10 en 17 jaar van het Heyvaerthuis en de vzw l'Épicerie;  
Overwegende dat een subsidie van 500,00 EUR zou kunnen toegekend worden;  
Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven worden in het begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2018;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen.

**BESLIST :**

Artikel 1 :

de toekenning goed te keuren van een subsidie van 500,00 EUR aan de vzw Collectif Résonances gelegen 10 Jean Volderslaan te 1060 Brussels, titularis van het bankrekeningnummer BE68 3630 0979 6434, met als ondernemingsnummer 667794025, voor de organisatie van de derde editie van "Festival Résonances";

Artikel 2 :

Het bedrag van 500,00 EUR te reserveren op het begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2018.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

21.03.2018/A/0024 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Gjanaj, conseiller communal PS, relative à la participation citoyenne.**

LE CONSEIL,

Entendant régulièrement les citoyens exprimer leur désarroi par rapport à l'éloignement de la politique et leur volonté d'être davantage impliqués, il s'agirait, à notre niveau, d'encourager une implication plus importante des citoyens dans la création politique. Pour ce faire, il conviendrait non seulement de davantage écouter les citoyens, mais surtout d'apporter un suivi à leurs remarques ou à leurs projets.

Considérant que nous devrions poursuivre le but d'entendre davantage sans filtre les habitants et que leurs préoccupations et demandes fassent l'objet d'un suivi, mais aussi d'une visibilité qui pourrait encourager tous les autres à avancer leurs propres préoccupations et projets.

DECIDE :

Article unique :

D'engager le Collège à faire paraître toutes les interpellations citoyennes dans les pages

du Molenbeek-Info.

Le point est reporté.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mijnheer Gjanaj,**  
**gemeenteraadslid PS, betreffende de burgerparticipatie.**

Het punt wordt verdaagd.

---

21.03.2018/A/0025 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur De Block, conseiller**  
**communal PTB\*PVDA, relative à un plan d'action contre la discrimination et le**  
**racisme.**

LE CONSEIL,

Considérant :

- que le 21 mars est la Journée Internationale pour l'élimination de la discrimination raciale;
- que plusieurs études qualitatives et quantitatives démontrent que la discrimination est encore bien réelle pour les Molenbeekois ayant des racines dans l'immigration;
- que sur le marché d'emploi bruxellois, jusqu'à une entreprise sur trois favorise des candidats sur base de leurs apparences;
- que sur le marché locatif bruxellois, selon un testing réalisé à la demande de la Ministre Fremault, jusqu'à 44% des candidats-locataires au nom à connotation nord-africaine sont discriminés;
- que la Région de Bruxelles-Capitale a voté le 16 novembre 2017 une ordonnance visant à lutter contre les discriminations en matière d'emploi; que cette ordonnance prévoit d'effectuer des tests de discrimination par les inspecteurs sociaux; que la Région attend d'avoir suffisamment de plaintes pour réaliser ces tests;
- que dans 9 cas sur 10, des victimes de discriminations ne déposent jamais plainte;
- qu'aux Pays-Bas, un réseau de guichets locaux a été créé pour baisser le seuil de déposer plainte pour les victimes de discriminations;
- qu'il existe une "Coalition européenne de villes contre le racisme" (ECCAR), un réseau échangeant des bonnes pratiques;
- que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean exprime son engagement pour les droits égaux et pour la lutte contre les discriminations et le racisme;

Le Conseil communal décide :

Article 1 :

De mandater le Collège à faire les démarches nécessaires pour rejoindre la Coalition Européenne des Villes contre le racisme (ECCAR).

Article 2 :

D'étudier dans le cadre de ce plan la possibilité de créer un guichet pour baisser le seuil pour les Molenbeekois victimes de discriminations de déposer effectivement plainte, et de les orienter vers des services ou associations qui pourront les accompagner dans leurs démarches pour faire valoir leurs droits.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**

**Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mijnheer De Block, gemeenteraadslid PTB-PVDA, betreffende een actieplan tegen discriminatie en racisme.**

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

21.03.2018/A/0026 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Achaoui, conseiller communal PS, relative à Molenbeek Sport.**

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Achaoui, gemeenteraadslid PS, betreffende Molenbeek Sport.**

De Raad neemt kennis.

---

21.03.2018/A/0027 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ikazban, conseiller communal PS, relative à un événement de solidarité avec la Palestine.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Ikazban, dont le texte suit :

*Madame la Bourgmestre,*

*J'apprends qu'une autorisation d'utilisation de la salle du CCM pour un événement sur*

*la Palestine a d'abord été accordée puis refusée.*

*Plusieurs associations luttant contre la politique de colonisation de la Palestine se réjouissaient déjà de la tenue de la rencontre "Comment être solidaire avec la Palestine?", le 28 avril prochain.*

*Tout cela met à mal une organisation de plusieurs mois pour laquelle des invitations ont été envoyées et les présences confirmées.*

*Cette décision, si elle se confirme, est assez surprenante.*

*Je rappelle que notre conseil communal a quand même adopté un certain nombre de motions sur la question que ce soit sur la reconnaissance de la Palestine ou contre la désignation dans les marchés publics avec des entreprises (comme G4S) qui collaborent avec la colonisation.*

*J'avais également proposé à maintes reprises que la commune organise un jumelage avec l'une ou l'autre ville palestinienne.*

*Faut-il encore rappeler que la Palestine vit sous occupation; une occupation sans fin.*

*Dès lors, Madame la Bourgmestre, j'aurais voulu savoir:*

- 1) Pourquoi avoir d'abord accordé la salle du CCM pour cet événement et puis faire marche arrière ?*
- 2) Dit autrement: Pourquoi la commune n'autorise-t-elle finalement pas la tenue d'un tel événement ?*
- 3) Qu'en est-il de ma proposition concernant l'organisation d'un jumelage avec une ville palestinienne?*

*Je vous remercie pour vos réponses*

*Jamal Ikazban  
conseiller communal et chef de groupe PS à Molenbeek-Saint-Jean*

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie  
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Ikazban,  
gemeenteraadslid PS, betreffende een solidariteitsevenement met Palestina.**

De Raad neemt kennis.

**Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ikazban, conseiller communal PS, et par Monsieur Vossaert, conseiller communal Défi, relative à la découverte d'un cadavre dans le parking Brunfaut.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Ikazban, dont le texte suit :

*Madame la Bourgmestre,*

*Dans l'après-midi du 6 mars dernier, on a découvert un cadavre gisant dans le parking Brunfaut.*

*Pourriez-vous nous donner des informations complémentaires sur cette macabre découverte.*

*Pouvez-vous nous indiquer l'heure de la découverte de ce corps mais également l'heure du décès.*

*Je pose ces questions car je m'interroge au sujet de la gestion et de la sécurité du Parking Brunfaut.*

*Qu'en est-il de la surveillance de ce parking ?*

*Ce drame qui semble concerner une personne toxicomane pose également d'autres questions.*

*D'après mes informations le quartier est fréquenté depuis peu par des toxicomanes.*

*Les habitants du quartier s'en plaignent surtout depuis les arrêtés d'interdiction de rassemblement dans le quartier Ribaucourt.*

*Cette situation démontre bien, comme nous l'avions expliqué, que ces mesures sont inutiles et ne permettent pas de régler les problèmes mais de les déplacer.*

*Pour revenir aux problèmes de toxicomanie qui sont bien réels dans le quartier de Ribaucourt, la solution ne consiste pas à cacher ou chasser les petites misères comme on met de la poussière sous le tapis.*

*Depuis bientôt six ans, qu'est-ce que la commune a fait dans ce domaine ?*

*Qu'en est-il de vos belles promesses et vos engagements en matière de prise en charge de ces personnes.*

*Allez-vous enfin concrétiser un projet pour soutenir des prises en charges de proximité plutôt que d'envoyer ailleurs des personnes malades et victimes de la toxicomanie.*

*Je vous remercie pour vos réponses.*

*Jamal Ikazban*

*Chef de Groupe PS*

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Ikazban, gemeenteraadslid PS, en door Mijnheer Vossaert, gemeenteraadslid Défi, betreffende de ontdekking van een lijk in de parking Brunfaut.**

De Raad neemt kennis.

---

21.03.2018/A/0029 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Berckmans, conseiller communal GIC-GGB, relative à la découverte d'un cadavre dans le parking Brunfaut.**

Le point est transformé en question écrite à la demande de Monsieur Berckmans.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans, gemeenteraadslid GIC-GGB, betreffende de ontdekking van een lijk in de parking Brunfaut.**

Op aanvraag van Mijnheer Berckmans wordt het punt in schriftelijke vraag omgevormd.

---

21.03.2018/A/0030 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur De Block, conseiller communal PTB\*PVDA, relative aux remplacements des professeurs absents dans les écoles communales.**

Suite à sa demande, Monsieur De Block reçoit une réponse écrite en séance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer De Block, gemeenteraadslid PTB\*PVDA, betreffende de vervangingen van de afwezige leraars in de gemeentescholen.**

Ingevolge zijn aanvraag krijgt Mijnheer De Block een schriftelijk antwoord tijdens de zitting.

Levée de la séance à 01:00  
Opheffing van de zitting om 01:00

Le Secrétaire Communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil,  
De Voorzitter van de Raad,

Jacques De Winne

Michel Eylenbosch